



« L'Iran cherche à changer la donne au Moyen-Orient et à retrouver son statut de grande puissance » — Entretien avec Alastair Crooke (2e partie)

Selon l'ancien agent du MI6, depuis les années 1970, depuis les années 1970, les États-Unis se servent de leurs alliés arabes sunnites dans la région pour tenter d'affaiblir l'Iran.

Marco Fernandes

sam. 04 avr. 2026

Dans la deuxième partie de son entretien exclusif avec **Brasil de Fato**, Crooke — ancien agent du MI6 et ancien conseiller de l'Union européenne pour le Moyen-Orient, ainsi que fondateur et directeur du *Conflicts Forum*, basé à Beyrouth — s'interroge sur les profonds changements qui pourraient se produire dans la

géopolitique de la région. Selon lui, le rôle des États-Unis — à la fois garants de la sécurité de leurs alliés arabes et maîtres des flux énergétiques issus du Golfe — s'est révélé intenable. D'une part, « il n'y a pas de retour en arrière possible concernant ces [bases militaires américaines] [...], je crois qu'elles ont été complètement détruites » ; d'autre part, « si vous souhaitez exporter du pétrole, de l'aluminium ou toute autre ressource, vous devez désormais passer par un accord avec l'Iran ». En s'assurant le contrôle du détroit d'Ormuz et en proposant que l'énergie exportée par ce détroit soit payée en renminbi chinois, l'Iran sape tout simplement les fondements de l'hégémonie du dollar et de la financiarisation de l'économie : « C'est la fin du pétrodollar », résume Crooke.

Cette nouvelle configuration régionale pourrait même avoir des effets bénéfiques pour les BRICS à moyen et long terme, malgré les contradictions évidentes que la guerre a mises en évidence. Pour l'ancien diplomate britannique, c'est « le genre d'élan initial dont j'ai toujours pensé que les BRICS avaient besoin pour commencer à réfléchir. Ils ont besoin d'une stratégie de sécurité ».

Face à ces changements potentiellement décisifs dans l'équilibre politique et économique de la région, l'Iran pourrait retrouver sa place de puissance mondiale, un rôle qu'il a tenu pendant des siècles. Sa perte de puissance au cours des dernières décennies était en grande partie due à l'alliance entre les États-Unis et leurs alliés dans la région — une région à prédominance sunnite — qui ont œuvré pour « affaiblir et transformer l'Iran en un État vassal ». S'il n'est pas devenu un vassal, le pays a cessé d'être une « grande puissance mondiale », ce qu'il avait été pendant des siècles. Cependant, la guerre déclenchée par l'axe impérialiste-sioniste permettrait à l'Iran de « changer de paradigme au Moyen Orient et de restaurer la puissance perse ».

Lisez la deuxième partie de l'entretien avec Alastair Crooke ([cliquez ici pour lire la première partie](#)) :

Les spéculations vont bon train, car nous ne savons pas ce que l'avenir nous réserve, mais d'après ce que nous observons actuellement, quelles pourraient être les tendances dans un avenir proche ? Pensez-vous que cette guerre pourrait modifier les relations entre les États-Unis et les autres pays de la région ? L'Iran tente-t-il de chasser les États-Unis du Moyen-Orient ? Les bases militaires américaines — qui coûtent très cher — seront-elles reconstruites ? Voyez-vous une possibilité de changement de régime dans les monarchies de la région, compte tenu des tensions économiques et politiques dans certains de ces pays, par exemple à Bahreïn ?

Le nouveau Guide suprême, Mojtaba Khamenei, a fait il y a quelques jours une déclaration — assez brève, d'une durée de 12 minutes. Et en contradiction avec l'ultimatum en cinq points des Américains, l'Iran a lancé son propre ultimatum, qui exigeait la fin de la présence [américaine] dans la région, la fin de la présence militaire, la levée de toutes les sanctions, la restitution des avoirs iraniens gelés et des réparations pour les dommages causés. Je n'ai aucune preuve, mais je suppose qu'il s'agit en réalité d'une sorte d'héritage de son père, depuis la guerre des 12 jours jusqu'à la période où il a été martyrisé. Je pense que l'objectif est clair, et cela explique pourquoi il n'y aura pas de compromis avec les Américains, et pourquoi il n'y a pas de négociations. Il n'y aura pas de négociations. Pourquoi y aurait-il des négociations ? Ils occupent Ormuz. Les États-Unis ne vont pas les chasser du contrôle d'Ormuz. Qu'ils y déploient des troupes ou non, ou qu'ils continuent à faire pression sur l'Iran par d'autres moyens, cela n'arrivera pas. Le système — le contrôle militaire, dirais-je — est automatique et se déroule selon un plan bien préparé, profondément ancré et minutieusement élaboré. Donc non, il n'y a pas de retour possible vers ces bases [militaires américaines]. Les gens débattent du nombre de bases, mais je crois qu'elles ont été complètement détruites. Certains équipements, comme les radars, coûtent un milliard de dollars. Mais là n'est pas la question. Il faut cinq à huit ans pour les remplacer. On ne peut pas simplement aller dans un magasin, en commander un et l'obtenir en moins d'un an. Ça ne se passera pas comme ça, même avec Lockheed Martin ou celui qui les a construits.

Si c'était la Chine qui s'en chargeait, elle y parviendrait peut-être en un an ou deux, mais ce n'est pas le cas. [rires]

Ce serait bien plus rapide, ça ne fait aucun doute. Cela prend beaucoup de temps, car les États-Unis ont désormais très peu de fournisseurs. De toute façon, ils n'ont pas les moyens de le faire. Ce qu'il faut surtout comprendre, ce sont les exigences secondaires. J'ai énuméré celles qui ont été clairement énoncées par le Guide suprême. Mais les exigences supplémentaires étaient elles aussi très claires : Ormuz serait fermé, mais ouvert aux pays amis pour le transit moyennant le paiement d'une taxe, et à condition que le contenu soit payé en yuan, la monnaie chinoise. Les navires ne pourraient alors traverser la mer que par ce canal étroit entre l'île de Larak et Qeshm. Il y a un petit canal à cet endroit. On passe donc par Qeshm, on est inspecté par le Corps des gardiens de la révolution islamique, puis on est autorisé à continuer — pas par le chenal principal. Et cela constituerait une source de revenus. J'ai entendu Rubio dire : «C'est illégal, on ne peut pas permettre ça». Eh bien, au canal de Suez, que fait-on ? On le traverse et, bien sûr, on paie aux Égyptiens un

droit de passage. C'est pareil au canal de Panama. Donc ce ne sont que les États-Unis qui font du bruit. Les Iraniens le feront. Et ce qu'ils disent aussi, et soulignent, c'est que les États du Golfe, s'ils veulent exporter leurs produits pétroliers ou d'autres produits — aluminium, engrais, peu importe —, ils doivent le faire en accord avec l'Iran, et seul l'Iran est en mesure de leur garantir la sécurité de ce commerce. À l'heure actuelle, une vague d'indignation traverse les États arabes et du Golfe. Beaucoup dénoncent ce qu'ils jugent scandaleux, refusent catégoriquement de l'accepter et menacent de s'engager dans ce conflit contre l'Iran. Les Émirats arabes unis affirment qu'ils sont prêts à rejoindre la guerre contre l'Iran, car le détroit doit rester ouvert et ils n'acceptent pas cette situation. Mais comme ils ne pourront pas déloger l'Iran d'Ormuz, et que les États-Unis ne le pourront pas non plus, ils finiront certainement par comprendre qu'ils doivent coopérer avec l'Iran s'ils veulent continuer d'exister en tant qu'entité économique. Maintenant, le point important ici — et je ne peux pas vous donner tous les détails car je ne suis pas économiste — c'est que certains des autres produits qui transitent par Ormuz sont essentiels : l'hélium, par exemple, est essentiel à la fabrication de puces ; l'acide sulfurique est essentiel dans les chaînes d'approvisionnement ; les engrais sont essentiels. Tout cela signifie donc qu'en réalité, si Ormuz reste fermé pendant trois semaines, l'impact sur les économies occidentales sera énorme — et pas seulement une petite secousse sur les marchés de la dette. Ce sera bien plus grave, car nous commencerons à voir un rationnement de l'essence, les approvisionnements en gaz seront réduits, et le GNL est également nécessaire pour une partie de la fabrication des puces, tout comme l'hélium lui-même.

Environ un tiers de la production mondiale d'hélium transite par le détroit d'Ormuz, et Taïwan compte déjà les jours qui le séparent du début des pénuries.

Je crois qu'ils ont 12 jours, d'après ce qu'on dit, donc le temps commence à manquer. C'est vrai. Ce n'est donc pas comme si l'Iran devait tenir des années pour imposer son nouveau système. Mais l'enjeu est bien plus vaste, et c'est une question de géopolitique : c'est l'insistance pour que le pétrole soit négocié en yuans, c'est la fin du pétrodollar. C'est la fin de l'hégémonie du dollar, car le pétrole a toujours été une affaire du Moyen-Orient : le contrôle des points de passage stratégiques, le contrôle de l'énergie et sa tarification en dollars ont constitué le fondement de l'hégémonie américaine, de l'hégémonie financière. Et de la même manière, ce qui est tout aussi important, cela a constitué le fondement de la financiarisation de l'économie, grâce à la domination énergétique et à l'hégémonie du dollar.

L'hégémonie du dollar a en fait généré une demande artificielle de dollars ; le dollar s'est apprécié, ce qui a vidé de sa substance la base manufacturière, car les États-Unis sont alors devenus non compétitifs dans l'industrie manufacturière, et tout cela tend vers un monde financiarisé. Ainsi, même si les États-Unis sont largement autosuffisants en énergie en soi, ils sont structurellement orientés vers un mode de vie différent, non manufacturier. Ils doivent changer cela de manière à mettre fin à l'économie binaire que l'Occident s'est créée, où l'élite supérieure, les milliardaires, s'enrichissent de plus en plus sans aucun effort. À l'autre bout, 80 à 90 % de la population s'enfoncé, incapable de se payer un logement, des soins de santé ou même le strict nécessaire. Et de plus en plus, en raison de la manière dont l'Amérique et l'Occident ont abordé l'intelligence artificielle, les conséquences de cette crise économique se feront sentir : les projets d'investissement dans les centres de données, l'IA et autres ne se concrétiseront pas. Cela risque-t-il d'entraîner une destruction massive d'emplois pour la classe moyenne en Amérique et en Europe ? Je dis « malheureusement », car j'ai deux enfants qui sont sur le point de quitter l'école. Et je leur dis : j'espère vraiment que vous y arriverez, ça va être dur, vous devez réfléchir à ce que vous pouvez offrir, car il ne sera pas facile de trouver un emploi après l'université. Et l'Europe sera le plus durement touché. Tout cela doit donc être pris en compte dans l'évaluation globale de la situation.

Mais la réponse des États-Unis a été soit de mener une guerre commerciale via des droits de douane, soit de commencer à restreindre les approvisionnements énergétiques vers la Chine. C'est exactement ce qui s'est passé au Venezuela : bloquer et entraver les voies d'approvisionnement énergétique de la Chine pour la forcer à réduire sa production. Et agir dans le sens inverse avec la Russie, afin de limiter sa capacité à exporter de l'énergie. En pratique, ils y parviennent par des blocus, le contrôle de ces voies maritimes et la maîtrise des points d'étranglement, notamment navals. Parmi les goulets d'étranglement clés figurent les détroits d'Ormuz, de Bab al-Mandab et de Malacca. C'est pourquoi la présence de l'Iran à Ormuz et à Bab al-Mandab représente une menace existentielle pour les États-Unis.

Or, les Iraniens en sont pleinement conscients, et ils comprennent les enjeux économiques. Et bien sûr, ils autoriseront les navires à passer par Ormuz, mais ils en contrôleront le volume. Et par conséquent, celui qui contrôle le volume contrôle le prix. Les États-Unis perdront donc le contrôle du prix de l'énergie. Sur leur territoire, oui, ils l'ont, mais le problème, c'est que le pétrole est fongible. Je veux dire, on peut avoir un prix ici et un autre là-bas seulement jusqu'à un certain point, car les gens déplaceront les marchandises, et les prix finiront par s'égaliser à un moment donné. Ils perdent donc le contrôle des prix, et par conséquent le contrôle de l'approvisionnement énergétique. Et cela a été le fondement de tout le dispositif visant à détruire les BRICS.

Comment cette guerre affectera-t-elle les BRICS ? L'Occident était déjà en guerre contre un membre des BRICS – la Russie – et est désormais en guerre contre un autre membre des BRICS, l'Iran, qui se défend en attaquant des actifs américains aux Émirats arabes unis – également membre des BRICS. En même temps, comme vous l'avez déjà dit, la Chine et la Russie apportent un soutien crucial à l'Iran. C'est une situation assez complexe, n'est-ce pas ?

J'ai donné une conférence à Saint-Petersbourg, centrée sur les BRICS. J'ai constamment insisté : pour l'instant, les BRICS ne sont rien de plus qu'un forum. On y rédige des articles, on organise des discussions et des conférences, mais ils ne concrétisent pas réellement leur espace commun. Et je comprends pourquoi : certains États, comme l'Inde, ont tendance à garder un pied dans chaque camp et ne s'engagent sur rien. Le Brésil aussi, dans une certaine mesure. Et il y a les Émirats... Eh bien, les Émirats ne participeront peut-être pas au BRICS à l'avenir, qui sait ? C'est le genre d'impulsion dont j'ai toujours pensé que le BRICS avait besoin pour commencer à réfléchir. Il lui faut une stratégie de sécurité, pour commencer. Pas une stratégie russe distincte et une stratégie chinoise distincte, mais des principes plus généraux définissant la frontière entre la sphère d'influence de l'OTAN et la sphère d'influence asiatique. Où se situent les limites et les enjeux ? Et réfléchir à la manière de gérer les sanctions. Peut-être que les États des BRICS doivent disposer de leurs propres sanctions, ou en imposer. Quoi qu'il en soit, ce sont là des questions qui, d'une certaine manière, restent en suspens.

Et je sais que la Chine pourrait mettre en place un nouveau système de transactions financières à travers l'Asie, comme ça. Si l'on prend un exemple comme WeChat, qui permet d'effectuer des paiements et tout le reste, il compte 1,4 milliard d'utilisateurs chinois. Donc, en l'étendant à quelques centaines de millions de personnes supplémentaires, c'est prêt à être mis en œuvre. Cela pourrait se faire dès demain, mais ce sont les Chinois qui en décideront. Je ne sais pas s'ils le feront, car ils manœuvrent avec une grande prudence, conscients du « piège de Thucydide ».

J'étais en Chine à la fin de l'année, et j'ai discuté avec un homme d'affaires là-bas, qui détient de nombreux brevets. Il m'a dit : « L'Occident a choisi la mise en œuvre militaire de l'IA », ce qui nécessite d'énormes centres de données et des infrastructures de ce type. Et il ajoute : « Nous avons procédé de manière complètement différente. Nous utilisons une IA allégée dans chaque usine pour fournir – non pas une IA complète – mais une sorte de robotique avancée, d'automatisation avancée ». Il a donc ajouté : « Si vous prenez l'une de mes usines, qui employait probablement 2 000 personnes au début de l'année, elle n'en compte plus que 200 aujourd'hui. Et nous sommes tellement compétitifs ». Il a déclaré que dans le secteur manufacturier – et il possède de nombreuses usines –, « nous avons

une déflation des prix de 2 % ». Je l'ai regardé et je lui ai dit : « Oh mon Dieu, vous avez une déflation des prix, alors qu'en Occident, nous avons une inflation des prix qui s'accélère ». Je veux dire, cela signifie que nous ne pouvons pas rivaliser avec eux. Cela va déclencher le « piège de Thucydide ».

Mais il va falloir gérer cela avec beaucoup de prudence, sinon ça va dérailler. Et cela a été en quelque sorte aggravé par le fait que j'ai appris en même temps que le coût d'un gigawatt d'énergie en Chine est actuellement six fois moins élevé qu'aux États-Unis. Donc, avec leurs centres de données et l'IA, ils devraient dévaluer le dollar d'environ 145 % pour être compétitifs en termes de consommation d'énergie, car l'IA est une véritable gouffre énergétique. Et c'est six fois plus cher aux États-Unis. La compétitivité est donc pratiquement impossible. Il va falloir gérer ce paradoxe : les Chinois montent en puissance et l'Occident devient non compétitif.

Comment pensez-vous que les relations au sein de la *Oumma* [la communauté islamique mondiale] vont évoluer dans la période à venir ? Car d'un côté, vous avez des pays comme l'Arabie saoudite et les Émirats, qui semblent vouloir enfoncer le clou dans la guerre, en parlant d'entrer en guerre contre l'Iran. Mais vous avez des pays comme le Qatar, qui semble désormais plus prudent, essayant de rester neutre. Certaines déclarations faites cette semaine par le ministre qatari des Affaires étrangères semblent très prudentes. Le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Aghachi, a reconnu qu'il faudrait du temps pour rétablir la confiance dans la région. Quel est votre point de vue ?

Il est encore trop tôt pour mesurer pleinement l'évolution de la situation. Comme je l'ai décrit, nous assistons à un monde chiite galvanisé par ces événements — en particulier l'assassinat du Guide suprême et les fatwas qui ont été prononcées — et cela touche l'ensemble de la région, du Pakistan au Liban. Parallèlement, certains États, qu'ils restent ou non aux côtés des États-Unis, adoptent une posture sunnite. Ce n'est pas exactement une défense, mais une réaction sunnite nécessaire : ils ne peuvent rester passifs face à la montée en puissance de l'Iran. Cela pourrait donc renforcer les dynamiques sectaires. Nous savons à quel point il est facile de les déclencher. L'histoire le montre, notamment avec la montée des courants sunnites comme les wahhabites. Et nous voyons déjà des signes de ce retour en Syrie. J'ai été témoin de ces évolutions tout au long de ma vie. En Afghanistan, à l'époque de la présence russe, le sud — Kandahar, aujourd'hui considéré comme extrémiste et intransigeant — était entièrement soufi, tout comme le nord. La Syrie, elle aussi, était un tissu complexe : soufisme, diverses formes de chiisme et de sunnisme coexistaient dans une société très holistique. Tout cela a été écrasé et tend à se

réduire à quelque chose de beaucoup plus étroit. Il est donc difficile de prédire exactement la direction que cela prendra. Mais, dans l'ensemble, ces dynamiques pourraient rappeler à nouveau le piège de Thucydide.

L'Iran était une grande puissance civilisationnelle. C'est toujours une grande puissance civilisationnelle, mais ce n'est plus une grande puissance. Et ce que nous voyons, c'est le processus, et cela fait partie du plan : changer de paradigme au Moyen-Orient et restaurer la puissance perse. J'utilise le terme « Perse » de manière vague, simplement parce qu'il est trop complexe de parler des différents groupes ethniques et de tout ce qui s'y rapporte. Mais quand je parle de « Perse », je ne l'entends pas dans un sens exclusif, je l'entends dans un sens plus large. Ainsi, pendant longtemps, depuis les années 70, les États-Unis ont opposé la puissance sunnite à la puissance iranienne et à la puissance chiite dans son ensemble. Cela était particulièrement évident en 2006, après la guerre au Liban. John Hannah a écrit à ce sujet : il y a eu une réunion avec Cheney, et celui-ci se plaignait et râlait du fait que cette guerre au Liban, tout comme la guerre en Irak, était censée affaiblir l'Iran. Or, en réalité, ils étaient plus forts. Et cela le mettait en colère.

C'est alors que le prince Bandar, qui était à l'époque ministre saoudien du Renseignement, est intervenu et a déclaré : « Nous pouvons faire quelque chose à ce sujet. »

Et Cheney a demandé : « Quoi ? »

Le prince Bandar a répondu : « Nous pouvons isoler la Syrie. C'est la bouée de sauvetage de l'Iran. Et le roi pense que si nous isolons la Syrie, c'est la meilleure chose à faire après renverser Téhéran, si nous parvenons à écarter la Syrie du tableau.

Mais Cheney a dit : « Prince Bandar, comment comptez-vous faire cela ? »

Et il a répondu : « Nous utiliserions les islamistes [fondamentalistes] ».

Puis Cheney a dit : « Oh, peut-être que c'est une idée géniale pour nous. Je ne pense pas que nous puissions faire ça ».

Bandar : « Ne vous inquiétez pas. Je m'en chargerai. Vous n'avez pas besoin d'être impliqué ».

Et John Hannah était là, il en a écrit, et c'était public. Donc c'est officiel. Et c'est donc là, à mon sens, que les Américains ont tenté de bouleverser tout l'ordre du Moyen-Orient : les sunnites allaient dominer. Oui, cela a ensuite été exprimé dans le document *Clean Break* et d'autres textes, mais ce devait être une hégémonie sunnite.

Et cette hégémonie allait contenir, affaiblir et transformer l'Iran en un État client. C'était le plan. Et cela remontait même aux années 70, à l'Hudson Institute, où Scoop Jackson s'était orienté vers ce plan visant à affaiblir et à contenir l'Iran, car ils craignaient son rôle, qui était sans précédent au XXe siècle, puis après la révolution. Au départ, ils n'étaient pas si inquiets, mais la révolution, par la suite, a changé la donne. Ce à quoi nous assistons peut-être, c'est donc le renversement de ce grand paradigme. Il est en train de s'inverser, et c'est pourquoi nous pourrions constater cette forte résistance dans le monde sunnite, car cela implique, peut-être, que ce qui en ressortira – je ne sais pas, on ne peut pas le dire –, mais peut-être le paradigme inverse où l'Iran deviendrait la puissance du Moyen-Orient, et peut-être la disparition de certains de ces États qui étaient là auparavant. Mais tout cela est encore incertain, et il serait prématuré de s'avancer dans nos analyses, selon moi.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

L'Iran Interview Cheney, Dick Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI)

Crooke, Alastair